

La cour d'appel de Paris a condamné l'État français le 3 septembre 2025 pour sa responsabilité dans l'effondrement de la biodiversité et pour son inaction. Malgré cela, l'État français, irresponsable, permet la réintroduction de pesticides dangereux comme les néonicotinoïdes avec les lois Duplomb et les lois d'orientation agricole, tandis que les cancers, les pathologies chroniques et auto-immunes explosent sur nous comme sur nos enfants. La France reste muette face à la dérégulation dramatique de la protection environnementale proposée par la Commission Européenne via l'Omnibus "sécurité alimentaire".

Les organisations signataires de cet appel exigent une sortie des pesticides de synthèse. Celle-ci ne pourra s'élaborer que dans le cadre d'une réorientation des pratiques agricoles en concertation avec les professionnel.les de l'agriculture, de l'alimentation, les organisations de protection de l'environnement, les citoyen.nes, les élu.es, et la recherche scientifique. Elle impose une réforme profonde de la politique agricole commune (PAC) pour soutenir financièrement la transition et le maintien à l'agriculture biologique et paysanne, garantir une alimentation de qualité pour toutes et tous, l'arrêt des accords de libre-échange agricoles en privilégiant des prix équitables partout dans le monde.

Le rapport du Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan récemment paru, même s'il minimise certains problèmes, selon le commentaire du comité scientifique, contient des recommandations essentielles pour soutenir l'agriculture biologique, protéger les produits agricoles européens de la concurrence déloyale, protéger la ressource en eau avec l'interdiction complète des pesticides dans les aires de protection des captages et protéger la santé des agricultrices et des agriculteurs.

En outre, l'évaluation des pesticides au sein de l'union Européenne et des États membres, est scandaleusement faussée, elle ne prend en compte ni la totalité des coformulants ni les effets cocktail et ne s'appuie pas sur la recherche scientifique actuelle. Le principe de précaution inscrit dans la charte de l'environnement et adossé à notre constitution exige une transformation complète des politiques publiques en matière de santé environnementale et de protection de la biodiversité.

L'agriculture biologique et paysanne repose aussi sur des principes de justice, de coopération, et de solidarité entre les peuples. Elle exige la sortie du colonialisme chimique et donc l'interdiction de la production et de l'exportation honteuse vers le reste du monde, notamment le Sud global, des molécules jugées trop dangereuses et interdites dans l'Union Européenne. Les gouvernements européens, la Commission européenne, toutes les agences et institutions doivent cesser de louvoyer et prendre leurs responsabilités car de nombreux points de non-retour sont en passe d'être franchis. Il en va de la possibilité même de vie sur Terre.

Nous demandons de planifier dès maintenant l'arrêt de la production et de l'usage des pesticides de synthèse.

Nous demandons un accompagnement des agricultrices et agriculteurs pour leur permettre d'arrêter l'usage de ces pesticides de synthèse.

Nous demandons justice et réparation pour les victimes des pesticides, en métropole et dans les Outre-mer, notamment du chlordécone.

Nous demandons une conférence citoyenne pour élaborer un projet permettant de nourrir sans détruire, conciliant production, conditions de travail décentes, santé et respect de l'environnement.

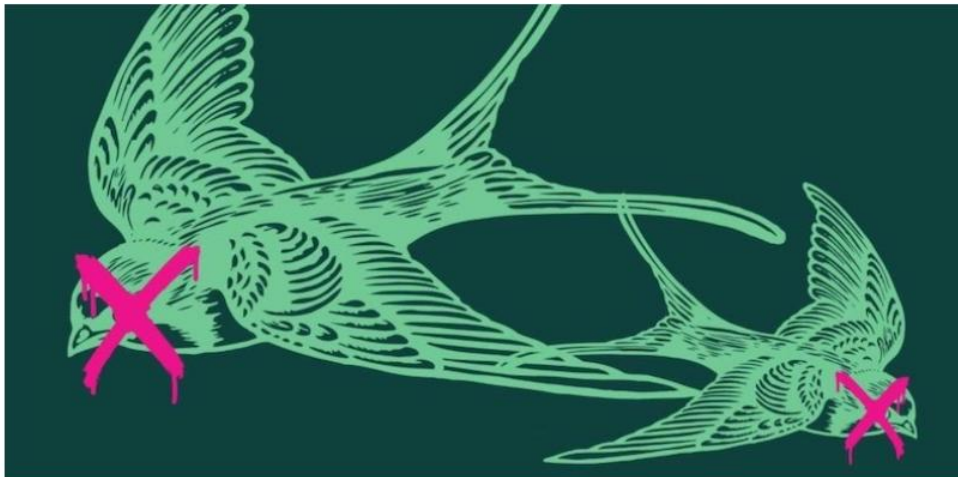
Liste des premiers signataires de l'appel

Extinction Rebellion, Scientifiques en Rébellion, Coalition Secrets Toxiques, Alerte Médicale sur Les Pesticides et Perturbateurs endocriniens, Sud Recherche, La Confédération Paysanne, Cancer Colère, COAADEP, ActionAid France - Peuples Solidaires, Combat Monsanto, Coquelicots de Paris, Agir pour l'Environnement, Générations Futures, Greenpeace France, Nous Toutes Paris Sud, POLLINIS, LPO - Ligue pour la Protection des Oiseaux, France Nature Environnement, France Nature Environnement Île-de-France, Planet Earth Now, Association de Promotion des Préparations Naturelles Peu Préoccupantes, Action Justice Climat, Bio Consom'acteurs,

Rejoints par (liste au 12 mars)

Terre d'Abeilles, Centre de Recherche d'études et de Formation des Thorains, Avenir Santé Environnement, GreenVoice, Chrétiens Unis pour la Terre, Alliance Santé Planétaire, Riverains Ensemble, Vayrana, Mutuelles pour la santé planétaire, Alternatiba, ANV-COP21 - Action non-violente COP21, La Marmite Rouge, LPO PACA, Bio Consom'acteur, OGM dangers, Alter Kapitae, Les Soulèvements de la Terre Île de France, JNE- Association des Journalistes-écrivains pour la Nature et l'Ecologie, OrgaNeo, Famille d'Illkirch, Réseau AMAP IDF, Collectif Stop Loi Duplomb, Nous voulons des coquelicots, PIG BZH - Pisseurs et Pisseuses Involontaires de Glyphosate de Bretagne, Association Saint-Hilaire-Foissac Nature, Terre de Liens, ADDCI - Association pour le Développement Durable du Causse de l'Isle, Stop aux Cancers de nos Enfants, Génération Cantines Bio 66, Terre de Liens Ile-de-France, Frugalité heureuse et créative, LPO Occitanie, Santé Environnementale Mancelle, Association Su aski.

LIEN POUR LES COLLECTIFS QUI SOUHAITENT SIGNER L'APPEL [ICI](#)



**À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ,
MOBILISONS-NOUS POUR QUE LES PRINTEMPS CESSENT D'ÊTRE
SILENCIEUX.**

**RENDEZ-VOUS À PARIS, AU MÉTRO GRANDS BOULEVARDS, À 14H,
LE SAMEDI 4 AVRIL 2026 POUR LA MARCHÉ PRINTEMPS BRUYANT.**